

LA JEUNESSE A RAISON



DE SE RÉVOLTER

REJOIGNONS-LA!

ZOOM

Budgets: mettre
l'austérité en échec

Page 3

ARGUMENTS

Ukraine. Solidarité avec la
gauche et les syndicats

Page 5

LUTTER

Immigration. Plus l'Europe
raciste se ferme, plus elle tue

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Patrick Le
Moal sur le Front populaire

Page 8

Édito

Une révolte politique

Par **OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE**
et **MANON BOLTANSKY**

Après avoir annoncé « *aucune consigne de retenue* », Nuñez refuse de s'excuser auprès des lycéenNEs blessés. À Tours, un jeune a perdu un œil ; à Lens, une grenade policière a arraché la main d'un élève de 15 ans ; à Belfort, un adolescent accuse un policier d'avoir tenté de le noyer, et des sénateurs LR réclament pour cet agent la Légion d'honneur ! Avant le 6 octobre, le ministère de la Justice recensait déjà 5 060 gardes à vue, dont 4 406 mineurEs. Le pouvoir veut terroriser une génération. En vain.

Cette révolte est inédite par son ampleur, sa nature politique et la répression qu'elle subit. Partie des quartiers populaires, elle est devenue un mouvement d'ensemble. En réclamant moyens et égalité, les lycéenNEs raciséEs expriment aussi leur volonté de reprendre collectivement du pouvoir sur leur vie, face au tri scolaire, à Parcoursup et aux discriminations. C'est d'abord cette jeunesse, déjà confrontée au racisme policier, que frappe la répression : élargir le mouvement exige de porter ses aspirations sans effacer sa dimension antiraciste. Refusons donc le partage entre un mouvement « légitime » et des « débordements » qui lui seraient extérieurs : il reproduit des hiérarchies racistes et de classe. Dégradations matérielles et résistance aux agressions policières font aussi partie de la mobilisation. La lutte de cette jeunesse pour son avenir, et le refus de laisser une génération se faire massacrer par la police, sont au cœur du combat contre la fascisation : l'omniprésence des slogans antifascistes dans les cortèges témoigne de sa lucidité.

L'appel intersyndical au 5 novembre n'est pas à la hauteur. Ne nous épuisons pas à le commenter : la mobilisation massive du 6 appelle des suites immédiates, à construire avec les équipes syndicales combattives et tous les cadres unitaires de lutte. Soyons chaque jour au plus près des lycéenNEs pour soutenir leur organisation et nous interposer face à la répression. Étendons la grève partout où c'est possible. Organisons aussi des mobilisations rassembleuses hors du temps de travail, en faisant du 17 octobre un point d'appui pour unir exigences sociales et combat antiraciste. Mais n'attendons pas le 17 : cette révolte peut changer le rapport de forces, à nous toustes de l'étendre dès maintenant. Contre le racisme, l'austérité et la répression, ce mouvement est une révolte politique contre l'ordre capitaliste.

Bien dit

On compte les poubelles brûlées plutôt que les heures de cours perdues

HÉLÉNA BERKAOU, journaliste et rédactrice en chef du *Bondy Blog*, explique que les quartiers populaires connaissent bien la mécanique qu'on voit aujourd'hui à l'œuvre dans le traitement de la mobilisation des lycées de banlieue : « *quand la colère éclate, on finit par ne plus parler que de la manière dont elle s'exprime.* »

À la Une

LUTTES Révolte lycéenne : halte à la répression

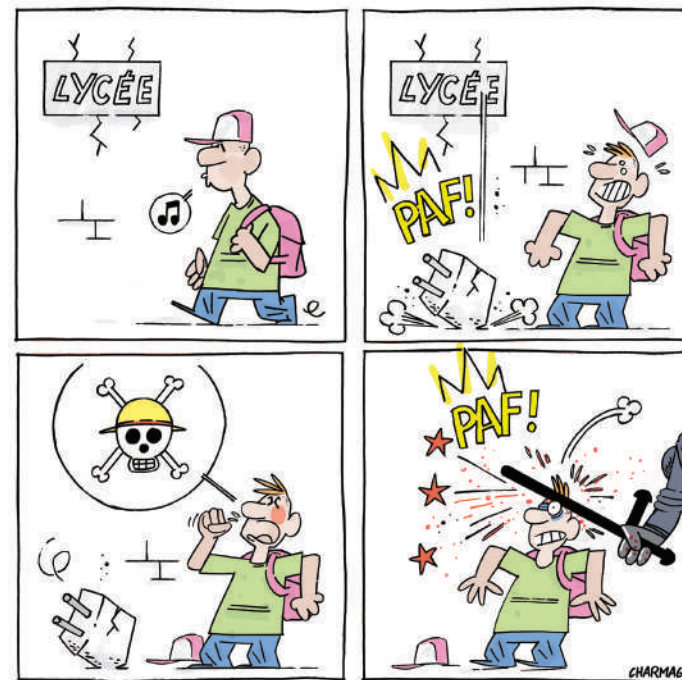
Depuis deux semaines, nous assistons à la mobilisation lycéenne la plus importante de ces dernières années. Portée par son caractère massif et son soutien au-delà des seulEs lycéenNEs, elle résiste à une répression policière extrême contre des personnes mineures.

Tout part le 21 septembre dernier du lycée Saint-Exupéry à Créteil (94). Élèves et personnels se rassemblent pour demander plus de moyens pour l'éducation. Une semaine après, plus de 400 lycées sont bloqués, puis plus de 700, lors de la journée d'action du 2 octobre. Le 6 octobre, la mobilisation franchit un nouveau cap : plus de la moitié des lycées sont bloqués ou fermés pour la journée. Les manifestations rassemblent près d'un demi-million de personnes dans tout le pays. EnseignantEs, étudiantEs, parents et salariéEs d'autres secteurs rejoignent les lycéenNEs, élargissant la mobilisation.

Le mouvement est marqué par son caractère massif et radical : il lie habilement la baisse des moyens consacrés aux conditions d'étude à l'augmentation des budgets militaires, et se positionne souvent en solidarité avec la Palestine. Ses méthodes sont le blocage des lycées, la jonction avec les établissements alentour et, depuis peu, avec les universités, et parfois la manifestation sauvage devant les mairies, préfectures et rectorats.

Des budgets d'austérité en cause

L'alerte avait pourtant été donnée dès le début de l'année 2026. Après les annonces de fermetures de classes, d'options ou de suppressions de postes par les rectorats en février, des



mobilisations avaient éclaté, se concentrant notamment dans les Bouches-du-Rhône. ProfesseurEs, assistantEs d'éducation, psychologues ou infirmières scolaires, moyens matériels... tout vient à manquer en cette rentrée 2026, et le nombre d'élèves par classe est de plus en plus important.

Les lycéenNEs mobiliséEs affirment clairement que la baisse des budgets alloués à l'éducation est à l'origine des difficultés qu'ils subissent durant leurs études, en empirant la situation de nombreux établissements déjà délabrés. En cette période de débat budgétaire où

le gouvernement prévoit encore de demander des efforts aux mêmes catégories de la population, l'exaspération générale ne pouvait se traduire que par un éclatement de la colère. Elle vient cette fois des lycées, et a vocation à s'étendre jusqu'au 17 octobre tant que le gouvernement persiste dans cette voie.

Une répression raciste et classiste de l'État

Face à ces mobilisations légitimes après des décennies de coupes dans le budget de l'éducation, le pouvoir répond comme d'habitude par la seule force policière et la fermeture

préventive des établissements concernés. 5 060 jeunes ont déjà subi une garde à vue en 10 jours. Des centaines d'élèves ont été blessés dans une fuite en avant répressive inédite contre des personnes mineures en France. Celle-ci ne vise pas aveuglément : elle touche principalement les classes populaires et les personnes racisées, victimes du racisme et du classisme systémiques de l'institution policière gangrénée par les idées d'extrême droite. Elle renforce en retour l'autodéfense des jeunes, parfois épaulés par des adultes de leur entourage venus s'interposer. Des groupes fascistes s'invitent par endroits pour débloquer, mais sont vite repoussés.

Un mouvement qui a vocation à s'élargir !

Deux semaines après, des appels émergent de plusieurs organisations pour soutenir les luttes lycéennes : syndicats étudiants, de travailleurs de l'éducation, fédérations de parents d'élèves... même les plus modérées ne peuvent que constater la légitimité des revendications exprimées et la disproportion de la réponse policière. Le mouvement tend à s'étendre pour exiger des conditions d'enseignement dignes, de l'argent pour les services publics et la fin des violences policières. Suppression de la sélection à l'université et de Parcoursup, liberté syndicale et droit de grève au lycée : toutes ces revendications doivent être mises en œuvre rapidement avant une politique d'investissements massifs dans l'enseignement public et la rénovation des établissements. Au-delà, c'est toute une vision de l'éducation et le rapport à la jeunesse de cette société qu'il faudra repenser, comme avec la mise en place de l'autogestion dans les lycées. **Les Jeunesses anticapitalistes**

Acturama



Le 6 octobre, la mobilisation a changé de dimension



Photos PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

PLF-PLFSS Budgets : mettre l'austérité en échec

Présentée en Conseil des ministres le 1^{er} octobre, la version définitive des projets de budgets 2027 de l'État (511 milliards d'euros de dépenses) et de la Sécurité sociale (683 milliards) ajoute 43 milliards de coupes aux 11 milliards déjà prévus pour aboutir à une purge austéritaire de 54 milliards, qui frappe d'abord les classes populaires.

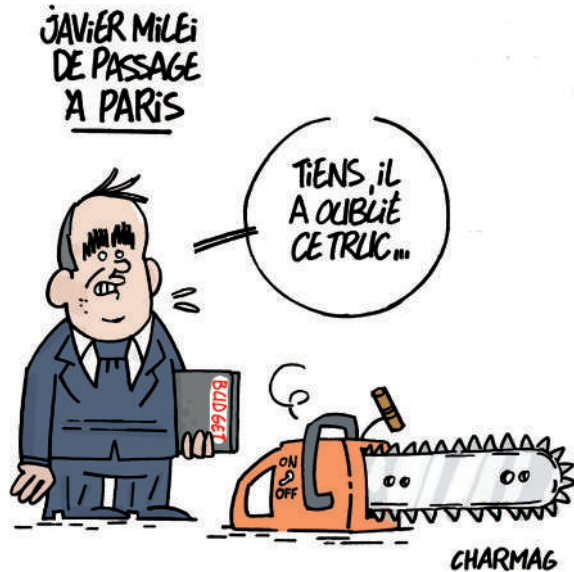
Quelques mesures provisoires et limitées visant les entreprises et les plus riches entretiennent l'illusion d'un « effort partagé », sans masquer la réalité : les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (selon une commission d'enquête du Sénat) ne sont pour l'essentiel pas remis en cause.

Le « régalien » en hausse, le social et les services publics en baisse

Signe des temps, seul le ministère des Armées voit ses crédits bondir : + 11 %, soit 6,4 milliards d'euros. À l'appui de sa politique de remilitarisation, le pouvoir mise sur les crédits militaires pour relancer une croissance en berne : l'argent public doit offrir à des capitaux en mal d'investissement des débouchés dans l'industrie de l'armement. La police et la justice, fonctions répressives de l'État, sont épargnées.

En contrepartie, le financement des services publics et de la « transition écologique » est freiné ou réduit. 1588 postes d'enseignantEs doivent être supprimés ; le ministère du Travail et de l'Emploi subit un coup de rabot historique de 2,5 milliards d'euros. Les crédits dédiés à l'écologie, à la transition énergétique et à la recherche sont gelés. Les collectivités locales, qui assurent le financement de

Les projets de budgets de l'État et de la Sécu pour 2027 font payer aux classes populaires une austérité massive, tandis que les profits et les dépenses militaires sont préservés. Pour les mettre en échec, une mobilisation d'ensemble est indispensable.



services publics de proximité, voient leurs crédits réduits de 5,4 milliards d'euros.

Quant aux agents publics, la reconduction du gel du point d'indice alors que l'inflation s'envole produira une nouvelle baisse de leur pouvoir d'achat.

Le hold-up sur la Sécu continue

L'argent de la Sécurité sociale devrait être celui des assurés sociaux, géré par eux. Le vote du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) par le Parlement les en dépossède et permet aux gouvernements successifs d'imposer leur austérité à une Sécu dont le budget est supérieur d'un tiers à celui de l'État.

C'est ce que vise le gouvernement Lecomu en mettant à contribution les retraités, les malades et les accidentés du travail, ainsi que les bénéficiaires de prestations familiales.

Si le PLFSS est adopté, les revenus des retraitésEs seront durement frappés. Au-dessus de 1250 euros (moins que le SMIC net !), les pensions seront partiellement ou totalement gelées alors que l'inflation repart. Le budget de l'État remet en outre en cause l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions.

Les malades et les accidentésEs du travail sont aussi dans le viseur : transfert vers les complémentaires de certains remboursements (transport, soins dentaires), qui fera grimper leurs tarifs ; hausse du plafond des franchises médicales, nouvelles restrictions sur les affections de longue durée et les accidents du travail, ces trois mesures entrant d'ores et déjà en application. Les budgets des hôpitaux et des EHPAD ne permettront même pas la reconduction de moyens pourtant très insuffisants.

Les allocations familiales, les allocations de rentrée scolaire

et les aides personnalisées au logement (APL) seront également gelées en 2027 si le PLFSS est adopté.

Augmenter les recettes, prendre sur les profits

Patronat et gouvernement tentent d'accréditer l'idée que les déficits de l'État ou de la Sécu seraient dus à des dépenses excessives qu'il serait urgent de réduire pour ne pas « creuser la dette », afin de détourner l'attention de la véritable question : l'insuffisance des recettes, conséquence du désengagement fiscal des entreprises et de la régression des cotisations dites « patronales ». Développer les services publics pour répondre aux besoins fondamentaux, garantir l'accès de toutes et tous à des soins de qualité, assurer à chacune et chacun une vie décente au travail et en dehors, c'est possible et il n'y a aucune raison d'y renoncer. Mais pour cela, il n'est pas d'autre voie que de prendre sur les profits, et cela ne se fera pas sans lutte. Les budgets Lecomu doivent être rejetés, mais le combat pour que l'argent public aille à la satisfaction des besoins de la population et non aux dividendes des actionnaires ne peut se cantonner à l'enceinte parlementaire. Une mobilisation d'ensemble est indispensable, dès maintenant, dans la rue et dans les entreprises. La jeunesse, qui entre en lutte pour exiger les moyens d'étudier et un avenir qui ne soit pas fait de précarité, ouvre une brèche. Il y a urgence, dans les semaines qui viennent, à l'élargir.

J. C. Delavigne

ANTIFASCISME Le RN au Sénat : la notabilisation en marche

Avec la constitution inédite d'un groupe au Sénat, le RN se réjouit d'une victoire institutionnelle : la notabilisation après la « dédialisation » ?



siphonnage, c'est en reprenant les idées du RN... L'assurance du groupe LR que « la majorité sénatoriale ne bougera pas » n'a donc rien de rassurant.

Un ancrage territorial en progression

La forte progression du RN par rapport aux sénatoriales de 2020 était attendue. Elle reflète sa poussée aux dernières municipales, et un peu plus. Bénéficiant des scrutins à

la proportionnelle dans les départements les plus peuplés, le RN et l'UDR font élire leurs sénateurs dans ceux où ils comptent le plus d'élus communaux, exception faite de la Seine-Maritime et, dans une moindre mesure, de l'Hérault. Partout, ils dépassent largement leur socle de grands électeurs étiquetés, grâce à une assise d'élus non encartés mais sympathisants et au travail local de certains cadres en direction des communes rurales : c'est ce qui explique la percée en Seine-Maritime, comme en Gironde.

Une victoire à ne pas sous-estimer

Cette petite victoire sénatoriale n'est pas la marche inéluctable vers le pouvoir que clairotte le RN. Mais il compte bien en tirer parti : la présidente du groupe a été nommée responsable des parrainages pour la présidentielle. Notabilisation n'est pas construction d'une organisation de masse, mais pour gagner des élections, cela compte. Et cet ancrage territorial offre des points d'appui pour une éventuelle politique de gouvernement. « L'affaire Bardella » ne freinera cette notabilisation que si elle ne retombe pas comme un buzz médiatique vite oublié.

Commission nationale antifasciste

No comment

Aucune consigne de retenue

« Il n'y a aucune consigne de retenue et aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à la disposition des forces de sécurité intérieure » contre les lycéenNES, a affirmé le ministre de l'Intérieur sur TF1 le 2 octobre. Là où, au contraire, on devrait avoir des consignes appelant à la plus grande modération, LAURENT NUÑEZ se rend directement responsable de la brutalité envers la jeunesse mobilisée, des mutilations, des blessures... et bientôt des mortEs ?

Agenda

Jeudi 8 octobre, Réunion publique du NPA-A « Comment lutter contre l'extrême droite ? », Melun (77). À 19h, Espace Saint-Jean.

Vendredi 9 octobre, « L'extrême droite : danger mortel pour la jeunesse » Montpellier (34). Avec Amyxus, militante antiraciste et anticapitaliste, des militantEs des Jeunesses anticapitalistes et Ugo Palheta, sociologue, à 12h30, parvis de la fac Paul-Valéry.

Vendredi 9 octobre, Réunion-débat « Faire échec à l'extrême droite, s'organiser pour un autre monde » et inauguration festive du local du NPA-A, Perpignan (66). À 18h, à La Brèche, 27, rue François-Arago à Perpignan.

Samedi 10 octobre, Manifestation contre la construction d'un CRA, Notre-Dame-des-Landes (44). À 12h à La Paquelais, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Mercredi 14 octobre, Centre d'études marxistes « Antifascisme et révolution dans l'État espagnol », Montreuil (93). Avec Mercedes Yusta Rodrigo et Irene Garcia Galan, à 19h, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

Jeudi 15 octobre, Rencontre de la Brèche avec Gilbert Achcar, Montreuil (93). À 19h, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

17-18 octobre, Mobilisation contre le projet de data center de Google, Ozans/Châteauroux (36). Infos : <https://www.instagram.com/ozansdirenon/>

Samedi 17 octobre, Commémoration du 17 octobre 1961, Paris (75). Manifestation à 16h30 du cinéma REX au pont Saint-Michel.

Samedi 24 octobre, mobilisation nationale contre le congrès du RN, Orléans (45). À 10h30 : manifestation devant la Cathédrale d'Orléans. À 13h30 : village au Campo Santo, avec conférences, débats et concerts.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-anticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

Tractations

Les élections ont ouvert une semaine de tractations pour les instances. Le président du groupe LR s'interroge sur « quelques collègues » : il ignore « dans quel groupe ils siègent ». Plusieurs pourraient rompre le « cordon sanitaire ». Aymeric Durox, sénateur RN déjà en place, annonce sur Radio Courtoisie de possibles ralliements : « Surveillez bien l'actualité dans les jours qui viennent [...] il y aura d'autres patriotes qui vont nous rejoindre. » L'actualité, ce fut plutôt que Jordan Bardella — premier ministrable, qui prépare un budget 2027 respectable pour séduire une droite en perte de repères — parlait, à 17 ans, comme Soral. Qui l'aurait cru ?

Une droite fragilisée, mais pas siphonnée

L'un des enjeux pour le RN portait sur la fragilisation de la droite. Or LR limite la casse : l'UDR voit ses espoirs déçus et reste le petit satellite d'union des droites du RN. Sa stratégie revient plutôt à construire des ponts en attendant une nouvelle génération plus encline à s'allier ouvertement pour bâtir une majorité. Mais si LR échappe au

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@anticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@anticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE

Éthiopie : le retour de la guerre

Quatre ans après les accords de paix de Pretoria, la guerre reprend. Les mêmes acteurs sont présents, mais les alliances ont changé.

Les Ethiopian National Defense Forces (ENDF) du gouvernement fédéral d'Abiy Ahmed ont engagé une contre-offensive pour tenter de récupérer les territoires et les villes conquis une semaine auparavant par les forces rebelles regroupées sous la bannière de « l'Alliance pour la survie ».

Une alliance de circonstance

Les villes d'Alamata, d'Erebti et de Mékélé, capitale du Tigré, ont été reconquises par les ENDF, qui ont profité des faiblesses intrinsèques de « l'Alliance pour la survie », proclamée le 20 septembre. Celle-ci regroupe huit organisations qui étaient pourtant ennemies lors de la guerre de 2020.

À ce stade, seules trois organisations sont engagées militairement : le TPLF, basé au Tigré ; les FANO, présentes en Amhara ; et l'ARDUF, active sur le territoire afar. Les cinq autres, notamment l'OLA, une organisation importante opérant en Oromia, déclarent seulement partager la volonté de destituer Abiy. De plus, les conflits territoriaux entre les différentes communautés sont loin d'être réglés.

À l'intérieur même de la plupart de ces organisations, des dissensions existent. Si, en 2020, lors de la première guerre, le TPLF était uni, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les représentants de l'aile modérée ont rejoint le gouvernement fédéral, tandis que d'autres, opposés à une nouvelle guerre, ont été arrêtés. Plus grave encore, le TPLF fait face au mécontentement d'une partie de la population en raison de son incapacité à gouverner efficacement la région et, surtout, de la conscription forcée dont sont victimes des milliers de jeunes hommes. Des affrontements ont eu lieu à Gondar entre des milices FANO au sujet de l'opportunité de rejoindre cette alliance. Même situation au sein de l'ONLF, où la faction basée à l'étranger est favorable à l'alliance, en opposition aux dirigeants présents sur le terrain.

Comme le résume un communiqué de presse de l'OLA : « *Il ne s'agit pas d'un accord sur des questions politiques de fond, mais d'un consensus procédural.* »

Risque d'un conflit prolongé

Alors que les ENDF avaient jusqu'ici la maîtrise du ciel grâce à une flotte de drones, parfois utilisés contre des cibles civiles — hôpitaux, écoles et même convois humanitaires —, cet avantage vient peut-être de prendre fin. En effet, dans la nuit du 1^{er} octobre, des attaques de drones menées par les forces rebelles ont eu lieu à Addis-Abeba, dans les quartiers de Torhailoch et de Meshalokiya, visant deux emprises militaires, dont l'état-major de l'armée éthiopienne. Si « l'Alliance pour la survie » est effectivement dotée de ce type d'armement en grand nombre, cela pourrait constituer un tournant dans le conflit.

Il en va de même de l'intervention présumée de troupes de l'armée érythréenne en soutien aux rebelles sur le territoire afar, selon les déclarations du président de cette région, partisan du gouvernement fédéral.

On pourrait alors assister à un rééquilibrage des forces militaires entre les deux camps, ouvrant la sombre perspective d'un conflit qui se prolongerait au détriment des populations. Rappelons que la guerre de 2020 a été l'une des plus meurtrières du début du siècle, avec jusqu'à 600 000 morts selon certaines estimations. Une population prise en otage dans une guerre déclenchée par un processus de recomposition de la classe dirigeante du pays lors de l'arrivée d'Abiy au pouvoir, sur fond de nombreux conflits intercommunautaires qui n'ont jamais été véritablement réglés depuis la mise en place de la Constitution ethno-fédéraliste en 1995.

Paul Martial

PALESTINE

Le combat continue pour isoler et désarmer Israël

La situation en Palestine fait moins la une de l'actualité, mais reste un enjeu central des luttes. L'isolement international d'Israël s'accroît, et le mouvement de solidarité y contribue.

Le discours de Benjamin Netanyahu à l'ONU, le 24 septembre, en témoigne. Il marque sans doute la fin d'une époque : peut-être s'exprimait-il pour la dernière fois à cette tribune. Il s'adressait surtout à son électorat, alors que les délégations de 77 pays avaient quitté la salle. Dans un registre victimaire, il a dénoncé ce que le monde ferait à Israël, en taisant ce qu'Israël inflige aux Palestiniens et à la région. Il voulait surtout afficher sa volonté de défier le monde, alors même que l'opposition internationale reste modérée. Un discours électoral, pour convaincre qu'Israël reste uni et n'a pas besoin de changer.

Une société israélienne fracturée

Or la pression internationale et surtout la guerre génocidaire creusent les fractures internes, loin de cette image d'une nation unie. Selon Drop Site, un rapport de la CIA souligne les tensions à l'approche des élections israéliennes du 27 octobre : « *une crise économique et une flambée des dépenses militaires ; le retour d'anciens combattants lourdement armés après des combats prolongés, dont beaucoup souffrent de graves traumatismes psychologiques ; une colère grandissante à l'égard des hommes ultra-orthodoxes exemptés du service militaire ; une escalade de la violence des colons en Cisjordanie occupée ; et Benjamin Netanyahu, en lutte pour se maintenir au pouvoir, qui provoque une crise constitutionnelle.* »

L'opposition à Netanyahu ne repose toutefois pas sur le soutien aux Palestiniens, mais sur



la contestation de sa gestion de la guerre et sur sa responsabilité dans l'échec sécuritaire du 7 octobre. Selon les sondages récents, les blocs pro- et anti-Netanyahu peinent tous deux à atteindre les 61 sièges nécessaires pour gouverner.

Le rapport de la CIA décrit une société en profonde crise économique et « traumatisée » par la guerre. Il souligne les précédents historiques de cette combinaison de fractures politiques et d'un nombre croissant d'anciens combattants lourdement armés et traumatisés. « *On se souvient notamment que les Freikorps allemands étaient des anciens combattants en proie au syndrome de stress post-traumatique, armés et assoiffés de sang* », a déclaré, sous couvert d'anonymat, un des rédacteurs de ce rapport. « *Je ne dis pas qu'Israël après Gaza est l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, mais certains aspects de cette situation me semblent certainement similaires.* »

ÉTATS-UNIS

Les Latinos pourraient faire perdre les élections de mi-mandat à Trump

Les Latinos, dont le vote a contribué à la victoire de Trump en 2024, se détournent de lui face à la vie chère et à la violence des expulsions. Leur colère pourrait faire perdre aux républicains leur majorité au Congrès.

Donald Trump doit sans doute sa victoire à l'élection présidentielle de 2024 au vote de 42 à 48 % des Latinos du pays. Jamais un candidat républicain n'avait obtenu une telle part de leurs suffrages. Depuis deux ans, cependant, les Latinos se détournent de Trump, comme en témoignent leur participation aux mobilisations sociales et les sondages préélectoraux. Ils pourraient lui coûter, ainsi qu'aux républicains, la victoire aux prochaines élections. Même des responsables politiques républicains se sont retournés contre lui. Ileana García, sénatrice de l'État de Floride et cofondatrice de Latinos for Trump, l'a publiquement critiqué avec virulence : « *Ce n'est pas pour cela que nous avons voté... C'est inacceptable et inhumain.* » Elle exprimait ainsi le sentiment de trahison qu'éprouvent de nombreux Latinos.

La première minorité ethnique du pays

Avant les années 1960, les Latinos pesaient très peu dans les élections aux États-Unis, alors qu'ils étaient déjà six millions, soit 3,5 % de la population. Dans de nombreuses régions, des lois et des pratiques racistes les empêchaient de voter. La campagne présidentielle « *Viva Kennedy!* »,

menée en 1960 par John F. Kennedy, leur a donné pour la première fois une place dans la vie politique nationale. Kennedy et son successeur, Lyndon B. Johnson, ont cultivé leur soutien et les ont intégrés à la coalition démocrate, aux côtés des syndicats de l'AFL-CIO, des Noirs et des femmes. Durant les cinquante années suivantes, les Latinos ont, dans leur grande majorité, voté démocrate. L'exception était constituée par les Cubains qui avaient fui la révolution de 1959 et reprochaient à Kennedy de ne pas avoir renversé Fidel Castro. Les vagues d'immigration des décennies suivantes ont fait des Latinos la première minorité ethnique du pays. Aujourd'hui, les États-Unis comptent 65 millions de Latinos, soit 20 % de la population totale, contre 13,5 % pour les Noirs. Cette population est diverse : les Américains d'origine mexicaine en représentent 57 %, suivis des personnes originaires de Porto Rico, de Cuba, du Salvador et de République dominicaine. Quelque 36,5 millions ont le droit de vote. La majorité des Latinos sont catholiques, mais les chrétiens évangéliques sont également nombreux. Les effectifs les plus importants se trouvent en Californie, avec 8,5 millions de personnes, au Texas, avec 6,5 millions, en Floride, avec 3,5 millions,

dans l'État de New York, avec 2,2 millions, et en Arizona, avec 1,3 million. Tous les Latinos ne peuvent pas voter : 20 % n'ont pas la citoyenneté américaine et 20 % supplémentaires ont moins de 18 ans.

Des espoirs déçus

En 2024, comme beaucoup d'autres électeurEs des classes moyennes et populaires, les Latinos, notamment les hommes, ont cru aux promesses de Trump : améliorer leur niveau de vie, n'expulser que les immigrés ayant des antécédents judiciaires — « *les pires parmi les pires* » — et éviter les guerres à l'étranger. Pourtant, Trump a lancé une guerre contre l'Iran, qui a entraîné une hausse des prix des carburants, mais aussi de l'alimentation et de nombreux autres produits. De son côté, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), la police fédérale de l'immigration, a engagé une véritable guerre contre les immigrés. Les Latinos ont commencé à voir leurs collègues, leurs amiEs et les membres de leur famille arrêtés, emprisonnés et expulsés. Tout cela s'accompagne d'une extrême violence. Dotée d'un budget de 75 milliards de dollars, l'ICE a expulsé 400 000 immigrés depuis le début du second mandat de Trump. Ses agents ont tiré sur 21 personnes,

dont huit ont été tuées. D'autres sont mortes en détention sous sa responsabilité : 33 l'an dernier et déjà 27 cette année. À Chicago et à Los Angeles, des mobilisations se sont organisées pour entraver les opérations de l'ICE, avec la participation des importantes populations latines de ces villes.

Les républicains pourraient perdre leur majorité

Pour protester, 250 personnalités latines ont signé une lettre adressée à Trump et au Congrès, demandant une protection juridique et des autorisations de travail pour les immigrés sans papiers installés de longue date dans le pays. Si la plupart sont sans doute démocrates, les signataires comprennent aussi des conservateurs, comme Massey Villarreal, ancien président de la Republican National Hispanic Assembly, et le pasteur Samuel Rodríguez, président de la National Hispanic Christian Leadership Conference. Les Latinos, comme tout le monde, voient désormais l'ensemble du tableau : la guerre, la hausse des prix, la corruption et, surtout, les violences qui les frappent. Trump a perdu le soutien de beaucoup de ces électeurEs. Sans leurs voix, les républicains pourraient bien perdre leur majorité au Congrès.

Dan La Botz

À Gaza, les bombes non explosées continuent de tuer

Quant à la population de Gaza, elle subit un traumatisme incommensurable à cause de cette guerre génocidaire. Selon Mahmoud Basal, porte-parole de la défense civile de Gaza, plus de 200 000 tonnes de munitions explosives y ont été larguées depuis le 7 octobre 2023, dont environ 70 000 tonnes n'ont pas explosé. À titre de repère, la bombe atomique larguée sur Hiroshima a libéré une énergie équivalente à l'explosion de 15 000 tonnes de TNT.

Selon l'ONU, ces munitions non explosées auraient déjà tué ou blessé plus de 1 200 personnes, près de la moitié des victimes étant des enfants. Gaza manque de démineurs pour les neutraliser : selon Basal, environ 90 % des spécialistes du déminage ont été tués, dans l'exercice de leur travail ou en étant ciblés chez eux par Israël, comme beaucoup de travailleurs des infrastructures civiles. Même si les démineurs étaient encore disponibles, Gaza manque du matériel nécessaire pour neutraliser les munitions non explosées. Cette tâche difficile est pourtant indispensable, alors que la population se concentre désormais sur environ 36 % du territoire.

Relancer la mobilisation internationale

Mais Israël restreint encore l'entrée de l'aide alimentaire, et surtout du matériel de déblaiement et de détection des munitions, ainsi que des prothèses. Les témoignages d'amputations dues à ces explosions se multiplient, notamment chez les enfants, tandis qu'Israël continue de bombarder Gaza quotidiennement.

Il est urgent de poursuivre le combat. L'isolement d'Israël ne suffit pas : il faut tarir ses approvisionnements en armes (voir l'article consacré à cette campagne page 6) et renforcer la solidarité internationale, notamment lors de la manifestation nationale du 10 octobre.

Édouard Soulier

SOLIDARITÉ AVEC LA GAUCHE ET LES SYNDICATS UKRAINIENS

La situation de l'Ukraine est tragique. L'armée ukrainienne regagne du terrain, et ses frappes affaiblissent les capacités industrielles de la Russie. Contenu sur le front militaire, Poutine multiplie les bombardements de jour comme de nuit pour terroriser et faire céder le peuple ukrainien. Les pertes civiles se multiplient et les infrastructures vitales s'effondrent. Au sein d'une société civile épuisée mais déterminée, les syndicats et les organisations de la gauche ukrainienne poursuivent leur combat.

Ukraine: la résistance populaire ne faiblit pas

Les frappes sur les infrastructures, les immeubles d'habitation et les écoles ont de lourdes répercussions sur la vie économique et le quotidien de la population. Le coût de la vie augmente, les salaires stagnent, la dette salariale laisse de nombreuses personnes sans ressources pendant de longues périodes. L'accès au logement est difficile et coûteux.

Solidarité horizontale

Malgré ces conditions de vie de plus en plus dures, la résistance populaire ne faiblit pas. Une très forte auto-organisation assure la continuité de la vie sociale, pallie les déficiences de l'État et assure un soutien moral et logistique

Après 5 ans de guerre totale, l'Ukraine est un pays profondément bouleversé.

aux hommes et aux femmes au sein de l'armée. Cette solidarité horizontale dans les quartiers, les entreprises, les syndicats et dans l'armée permet aux plus fragiles de résister. Elle est décisive dans la résistance de l'Ukraine à l'agression russe.

Mobilisations

Les mobilisations dans la rue et en ligne contre la corruption, pour les droits des combattantEs, pour la transparence de la vie publique, pour la défense de l'environnement ou des services publics montrent que les UkrainienNEs ne lâchent rien

de leurs espoirs démocratiques et d'une vie plus juste. À Poltava contre l'augmentation des prix de l'eau, à Kyiv contre celle des tarifs du métro, les manifestations se poursuivent. Dans de nombreuses villes, les parents et les enseignantEs luttent contre des fermetures d'écoles. Ces protestations ont régulièrement contraint les autorités à reculer.

Un syndicalisme de lutte, démocratique et indépendant

Face aux limites des deux principaux syndicats, la FPU, Fédération des syndicats d'Ukraine, et la KVPU, Confédération des syndicats libres d'Ukraine, l'exigence d'un syndicalisme de lutte, démocratique et indépendant se fait jour. *Soyez comme nous sommes*, qui organise les personnels de santé, se bat pour l'obtention de conventions collectives qui garantissent leurs droits et lutte contre la privatisation des hôpitaux. Chez les étudiantEs, Priama Diia (Action directe) dénonce les conditions de vie dégradées et les problèmes de sécurité. Aujourd'hui, de jeunes travailleurEs de Lviv créent Perspective ouvrière pour débattre de leurs conditions de travail. Ces organisations veulent peser dans les recompositions syndicales inévitables au sortir de la guerre et reconstruire un mouvement syndical ukrainien débarrassé des travers bureaucratiques.

Le lien avec l'armée

Les liens entre la société civile ukrainienne et l'armée sont étroits : les trois quarts des soldats étaient dans le civil avant

l'invasion russe. Ces combattantEs ont gardé leurs réflexes de la vie civile et rendent publics les problèmes de l'armée. Les syndicats gardent des liens réguliers avec leurs adhérentEs. Créé en juin et affilié à la KVPU, le Syndicat pan-ukrainien des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants mène des actions pour défendre les droits démocratiques et les conditions de travail des personnels de l'armée, en particulier pour la gratuité des transports, contre la corruption de certains militaires et pour la modification du système de mobilisation, contre la vision répressive et opaque de l'État. L'Association des femmes combattantes et le Syndicat des militaires LGBTQ+ sont aussi des exemples du niveau de mobilisation des militaires.

Notre solidarité

Nos camarades de l'organisation de gauche révolutionnaire Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) participent à ces mouvements et défendent une perspective démocratique et anticapitaliste. La résistance à l'autoritarisme, aux attaques contre les droits sociaux et aux politiques patronales est liée à la lutte de libération nationale. Une victoire de Poutine, allié des extrêmes droites mondiales, serait terrible pour la population ukrainienne, ses libertés, ses organisations, ses espoirs d'émancipation. Il refuse tout cessez-le-feu et toute réelle négociation tentée de divers côtés, parce qu'il veut la reddition de l'Ukraine. Notre solidarité est une exigence.



DR

Hommage à Ivanka

Notre camarade Ivanka « Haïka » Kutsenko a été tuée sur le front, le 1^{er} octobre, par un bombardement russe. Originaire du Donbass, elle avait 33 ans et s'était engagée dans l'armée ukrainienne. Auparavant, elle militait activement au sein du groupe féministe Bilkis. En lien régulier avec le réseau français de soutien à l'Ukraine, elle partageait ses angoisses et ses espoirs. Dans l'armée, Ivanka était restée une militante antiautoritaire, végétalienne, féministe, défendant les droits des personnes LGBT. « Elle n'avait pas peur de défier le système, elle soutenait et motivait ses camarades qui souhaitaient rejoindre les forces armées. » Libertaire, elle assumait son choix vital dans une guerre contre l'autoritarisme et l'impérialisme. Nous partageons la douleur et la colère des camarades qui ont partagé ses combats. Contre la brutalité de l'invasion, ce deuil tragique renforce notre détermination à soutenir la résistance armée du peuple ukrainien pour que l'Ukraine de demain soit proche des rêves d'Ivanka.



Convoi de solidarité avec l'Ukraine combattante

Un vaste réseau syndical, politique et associatif prépare un convoi de solidarité avec la population ukrainienne. Plusieurs cortèges traverseront l'Europe afin d'apporter une aide matérielle et renforcer les liens avec les syndicats et les mouvements populaires d'Ukraine.

Les frappes russes visent systématiquement les infrastructures civiles : centrales électriques, voies ferrées, hôpitaux, écoles, etc. À la veille d'un cinquième hiver glacial sous les bombes, durant lequel chauffage et éclairage feront souvent défaut, la population ukrainienne tient bon.

Une dizaine d'organisations syndicales, une vingtaine de formations politiques, une quarantaine de parlementaires (dont onze eurodéputéEs) et une cinquantaine d'associations ont uni leurs forces pour mettre sur pied un convoi d'aide matérielle et morale à l'Ukraine

combattante, à sa population civile, à ses syndicats et à ses organisations populaires. Prévu pour la seconde moitié de novembre, le convoi fera étape dans plusieurs villes européennes. Il sera constitué de plusieurs branches qui convergeront vers Lviv.

La branche sud comportera deux ailes. L'aile catalane partira de Barcelone et passera par Perpignan, Lyon, Genève, Bâle, Strasbourg, Stuttgart, Munich et Prague; l'aile italienne partira de Lecce et passera par Bari et Milan, avant que les deux ne se rejoignent à Prague. La branche sud réunie traversera Cracovie avant

d'atteindre Lviv. À Genève, elle manifestera devant l'ONU avec le soutien du président de l'Union syndicale suisse et d'un membre du gouvernement genevois du parti des Verts. La branche centrale comportera aussi deux ailes. L'une partira d'Angleterre et passera par Bruxelles, tandis que l'autre, partie d'Édimbourg, traversera les Pays-Bas, avant que les deux ne se rejoignent. Elles poursuivront ensuite leur route à travers l'Allemagne, par Berlin, puis la Pologne, par Varsovie, avant d'entrer en Ukraine. La branche nord partira d'Oslo, en Norvège, et rejoindra la branche

centrale à Varsovie. Elles gagneront ensemble Lviv pour retrouver la branche sud.

À chaque étape, le convoi tiendra des réunions publiques et organisera des débats et des événements de solidarité en collaboration avec des syndicats, des ONG, des organisations féministes, des mouvements écologistes, des organisations LGBTQIA+ et d'autres mouvements démocratiques. Ces initiatives contribueront à élargir un réseau international de solidarité et à mobiliser les soutiens nécessaires pour la dernière étape de cette mission en Ukraine.

IMMIGRATION**Plus l'Europe raciste se ferme, plus elle tue**

Le 17 septembre, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), affiliée à l'ONU, publiait les données qu'elle a recueillies sur les arrivées de migrantEs en Europe. Une terrible confirmation de la politique criminelle des États capitalistes européens.

L'OIM constate depuis le début de l'année une importante chute du nombre de migrantEs et réfugiéEs ayant pu arriver en Europe par la voie maritime : près de 60 000 au lieu de 98 040 au cours de la même période en 2025. Soit une baisse de 39% (une baisse même de 55% pour la route de la Méditerranée centrale, vers l'Italie). Un résultat devant satisfaire les États européens qui, depuis des décennies, aggravent les mesures pour contrôler et réduire les « flux migratoires ». Au prix de la mort de plus en plus d'exiléEs en provenance de pays sous dépendance néocoloniale ! Selon l'OIM, ce sont les routes migratoires pour rejoindre l'Europe — l'Atlantique et la Méditerranée — qui sont même les plus meurtrières au monde. Elle comptabilise au moins 2 292 personnes mortes ou disparues contre 1999 sur la même période l'an dernier. Des chiffres officiels... On ne peut que craindre une sous-estimation de la réalité du crime de masse.

Stop au massacre ! Ouverture des frontières !

Les organisations de défense des migrantEs alertent depuis des décennies : plus les frontières des pays occidentaux se ferment, plus les migrantEs empruntent des routes de plus en plus dangereuses qui les exposent à toujours plus de surexploitation, de violence, de viols, de meurtres. Rien n'empêchera jamais l'humanité de migrer.

Néanmoins, et en toute connaissance de cause, l'Union européenne (UE) et ses États membres n'en finissent pas de durcir leur politique migratoire criminelle et de l'élargir en la sous-traitant à des pays tiers en situation de dépendance qui, moyennant finances, se chargent du sale boulot de l'UE. L'OIM en donne un exemple avec les garde-côtes libyens qu'elle suit : entre janvier et mi-septembre, ils ont intercepté 17 067 exiléEs. Ces garde-côtes sont par ailleurs connus pour commettre des meurtres à l'occasion de leurs interceptions. La récente mise en application du Pacte européen sur la migration et l'asile (*l'Anticapitaliste* n° 706) ne fait qu'annoncer une aggravation du massacre.

Stop à la banalisation du racisme et de ses crimes ! Solidarité !

Malgré leur caractère particulièrement grave, les données publiées par l'OIM sont passées inaperçues dans la « grande presse » et n'ont pas suscité de réaction, même à gauche. Dernièrement, le 25 septembre, ce sont encore cinq migrants qui se sont noyés en tentant de traverser une rivière à la frontière entre la Croatie et la Slovaquie. Le 28, au large de Wissant, près de Calais, un enfant de dix ans et deux femmes sont mortEs dans le naufrage de leur canot où s'entassaient plus de cent personnes... Des faits divers ?

La banalisation du crime inhérent à la politique migratoire européenne raciste ne peut qu'inquiéter. D'autant que la campagne présidentielle qui s'est ouverte en France va voir droites et extrêmes droites rivaliser de proclamations contre les migrantEs. Le racisme est au centre de la fascisation que connaît ce pays comme nombre d'autres pays capitalistes. Une gauche qui veut vraiment combattre l'extrême droite doit mettre au centre la lutte contre toute forme de racisme et pour une défense intransigeante des migrantEs : liberté de circulation et d'installation ; régularisation de toutEs les sans-papiers ; égalité des droits, dans tous les domaines. Et mobiliser de toute urgence : aucun crime raciste ne doit rester impuni !

Germain Gillet

AUTOROUTES**A412 : encore un grand projet inutile écocidaire**

16,5 kilomètres d'asphalte entre Thonon et Machilly, dans le Chablais en Haute-Savoie : c'est le projet d'autoroute A412.

Il mobilise aujourd'hui plusieurs collectifs d'opposantEs, engagéEs pour la défense du vivant présent sur ces rares terres préservées de l'artificialisation.

Le Chablais, « un territoire d'exception »

Le Chablais est un Géoparc labellisé par l'UNESCO pour la richesse de son patrimoine géologique et de ses paysages. Mais où commence la nature et qu'en est-il alors de l'environnement que l'autoroute traverserait ? La nature ne devrait pas s'arrêter à des espaces que nous avons définis. Il existe des pressions que nous exerçons à l'encontre du vivant avec la construction de réseaux autoroutiers et l'étalement urbain de manière générale. La société concessionnaire recense des fleurs protégées comme l'œillet superbe et promet de les replanter au centimètre près ; des mousses à l'habitat fragile dont il faudrait déplacer le bois mort, « support essentiel à leur survie ». Elle prévoit aussi de fermer l'accès à un espace habité par les castors pour les protéger ou les rediriger vers un autre. Toutes les propositions écologiques que porte le projet autoroutier ne sont que du greenwashing. La préservation de la flore et la protection de la faune ne pourront jamais passer par la destruction des habitats. La destruction de 56 ha de zones humides et de 180 ha au total est un écocide.

Un totem d'hypercapitalisme

Le ballet des pelleuses a lieu sous l'œil d'un État qui emploie ses gendarmes à protéger Eiffage plutôt que les arbres centenaires et les espèces qui tentent de survivre dans les derniers espaces qui leur restent. Le 23 septembre, des militantEs sur place dénombrèrent 11 personnes en garde à vue depuis le 7 septembre. Ils racontent que



ces derniers jours, il y a plus de gendarmes qu'eux et elles dès le matin.

Les oppositions sont nombreuses. Le collectif STOP A412 s'est constitué avec différentes organisations : la Confédération paysanne, France Nature Environnement, le Groupement national de surveillance des arbres... jusqu'à établir une Chab'ZAD sur la commune de Mézings. Les expertises environnementales se sont prononcées défavorablement sur le projet. Alors Eiffage, ou plus précisément sa filiale, Amedea, défonce tout, rapidement, en forçant les autorisations que la préfecture lui a accordées. L'État en Haute-Savoie n'en est pas à son coup d'essai : la construction de mégabassines à La Clusaz engendrait aussi la destruction des habitats du vivant — pour garantir de la neige artificielle en hiver.

Le goudron à la place du reblochon

Cette infrastructure n'est pas pour tout le monde mais pour celles et ceux qui peuvent se permettre de déboursier le prix que représenterait un tel trajet : plus de 4 € pour l'intégralité de la portion, pour un « gain » de 10 minutes. Aller plus vite, oui, si on en a les moyens.

À qui profite le projet ? Pas aux riverainEs, qui vont voir le trafic routier augmenter dans les prochaines années, ni à la majorité des locaux qui se déplacent dans le secteur. Pas à la flore ni à la faune, ni aux paysanNEs du coin. 70 ha touchés par le projet sont des terres agricoles. Elles servent notamment à des productions laitières dédiées à la fabrication du sacro-saint reblochon. La forte « valeur ajoutée » de l'AOP ne suffit donc pas aujourd'hui à faire reculer les machines. Ce sont encore les multinationales du BTP et quelques édiles autour d'elles qui seront les seuls bénéficiaires de la destruction en cours. Le projet d'A412 est un cocktail de capitalisme : aller toujours plus vite, quoi qu'il en coûte aux communs, et tant pis pour ceux qui ne peuvent pas se le payer. Comme pour d'autres grands projets inutiles à combattre, le NPA-A apporte son soutien à ces luttes et aux collectifs présents sur place pour faire advenir un monde écosocialiste à l'opposé du capitalisme !

Perrine & Paul

**A69 : la mobilisation continue**

Les opposantEs à l'A69 appellent à se rassembler du 9 au 11 octobre dans le Tarn, avec une manifestation le samedi 10, avant l'ouverture annoncée de l'autoroute à la mi-octobre.

MEETING**Un mois de mobilisation pour la Palestine qui commence fort !**

La campagne pour « désarmer Israël » a démarré avec un grand meeting à la Bourse du Travail de Paris, tandis que des actions sur les entreprises s'annoncent nombreuses.

Ce sont plus de 350 personnes qui sont venues assister à un meeting exceptionnel, auquel ont participé Urgence Palestine (à l'initiative de cette campagne), l'AFPS, Stop Arming Israel, BDS, et au cours duquel sont intervenus Solidaires, la CGT, une camarade de la CGIL italienne, et également Mathilde Panot pour La France insoumise, Olivier Besancenot pour notre organisation et ÉELV ! Mathilde Panot y a notamment raconté le travail réalisé à l'Assemblée pour mettre en défaut le gouvernement français, qui prétend ne pas vendre d'armes à Israël alors que de nombreuses preuves qu'il le fait existent et sont révélées par la coalition qui organise ce mois de mobilisation.

Un meeting de combat

Olivier a fait le lien entre les actions pour la Palestine et le mouvement dans les lycées, en montrant la cohérence entre les politiques



DR

impérialistes et l'autoritarisme, mais aussi les connexions qui existent entre les différentes mobilisations de la jeunesse des quartiers populaires, qui se nourrissent les unes les autres.

Eliana Como, de la CGIL, a raconté la mobilisation en Italie, la construction des grèves de septembre-octobre derniers, le blocage des trains et aéroports : « On a marché toute la nuit, en cortège, avec plein de drapeaux de la Palestine. Rome est toujours belle, mais je ne l'ai jamais vue aussi belle que cette nuit-là », nous a-t-elle dit.

Alice Pelletier, pour la CGT STMicroelectronics, a raconté la patiente construction de la grève dans son entreprise pour protester contre la participation de ce type de boîte à l'industrie d'armement. Le public

était ravi de ce meeting, qui a été retransmis en direct, vu par plus de 1 000 personnes. Nous avons même su apprivoiser le son de la magnifique salle Hénaff, à la mauvaise réputation !

En action !

La mobilisation ouverte par ce meeting se poursuit maintenant sur le terrain le plus concret. Des réunions publiques ont lieu dans de nombreuses villes, des projections de films, des conférences à l'université (par exemple sur l'utilisation de l'IA dans les zones de guerre, à Chambéry), des tractages ont lieu devant de nombreuses entreprises et établissements (Safran, écoles d'ingénieurs, Airbus, ZIM, hôpitaux...). Ce travail est réalisé dans un lien fort entre les organisations de défense de la Palestine et les syndicats. Des tracts sont écrits en commun.

Le 7 octobre, des rassemblements auront lieu pour commémorer les trois ans de bataille contre le génocide à Gaza, et de nombreuses manifestations auront lieu le 10 octobre. Il est toujours temps de s'investir dans cette campagne, en proposant des actions et en envoyant les photos et les vidéos à campagne-contre-armement@proton.me afin de donner du courage et des idées à celles et ceux qui pourraient encore la rejoindre !

Antoine Larrache

LES NÔTRES

Henri Maler

Surtout connu, ces dernières décennies, comme le fondateur et animateur d'Acrimed, Henri Maler est décédé début octobre. Son combat pour une critique anticapitaliste des médias prolongeait un parcours de militant révolutionnaire et d'intellectuel marxiste, toujours soucieux de lier pensée et action.

Un parcours dans la gauche révolutionnaire
Actif à l'UNEF dès 1966, brièvement membre de l'Union des étudiants communistes (UEC) avant d'en être exclu avec la minorité révolutionnaire, Henri rejoint la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) en 1967 et participe à Mai 68. À la création de la Ligue communiste, en 1969, il devient, avec Isaac Johsua, l'un des principaux animateurs de sa tendance Révolution ! Ils défendent un regroupement des révolutionnaires plus large que la seule tradition trotskiste. En 1971, ils quittent la Ligue et fondent l'Organisation communiste Révolution ! En décembre 1976, celle-ci fusionne avec la Gauche ouvrière et paysanne, issue du PSU, pour former l'Organisation communiste des travailleurs (OCT). Henri la quitte en 1978, épuisé par les conflits internes ; elle s'auto-dissout en 1979. Il ne rejoint ensuite plus d'organisation politique, sans renoncer à ses convictions révolutionnaires.



Henri Maler. DR / ACRIMED

Penser les possibles, construire le collectif
Professeur de philosophie, puis maître de conférences en science politique à Paris-8 au milieu des années 1990, Henri consacre sa thèse à Marx et à l'utopie. Notamment dans *Convoiter l'impossible*, il défend une utopie ancrée dans l'histoire et les luttes : l'émancipation s'invente dans l'action collective. Il poursuit sa réflexion sur le communisme, l'appropriation sociale et le dépérissement de l'État. Engagé aux côtés des grévistes de l'hiver 1995, il fonde Acrimed en avril 1996 et en reste le principal animateur jusqu'en janvier 2015. Pour lui, comprendre les médias exige de prendre au sérieux leur appropriation capitaliste et de porter des propositions de transformation démocratique. Auteur de près de 700 articles, il fut aussi un passeur attentif, accompagnant des générations de rédacteurs et rédactrices. Écrire, corriger, organiser, tracter : aucune tâche ne lui semblait secondaire pour faire vivre ce collectif militant. Dans le temps resserré du bouclage, nous lui rendons ici un court hommage. Pour découvrir toute la richesse de son parcours, nous renvoyons aux articles d'Acrimed et de notre camarade Ugo Palheta dans *Contretemps*.
La rédaction

À lire sur le site d'Acrimed

Décès du fondateur d'Acrimed, Henri Maler, Hommage à notre ami et camarade, par Acrimed

À lire sur le site de Contretemps

De la révolte intacte à l'utopie nécessaire: hommage à Henri Maler, par Ugo Palheta

Culture



Faire la peau est le quatrième ouvrage de l'autrice féministe Louise Chennevière. Sélectionné pour le Goncourt et le prix Philippe Sollers, le texte de la nouvelle pensionnaire de la Villa Médicis est sans aucun doute l'un des textes les plus importants de cette rentrée.

Un projet littéraire radical
Présente depuis une dizaine d'années sur la scène littéraire, celle-ci s'est déjà illustrée par la radicalité de son projet littéraire. Sous l'épigraphe de Sade, son

ROMAN

Faire la peau, de Louise Chennevière

P.O.L., 2026, 288 pages, 21 €

premier texte, *Comme la chienne*, se faisait le recueil choral de la violence de l'expérience corporelle de la féminité. Les deux textes suivants s'éloignaient progressivement de la fiction avec un roman à la première personne sur la séparation et l'hétérosexualité, *Mausolée*, puis un texte manifeste et hommage, *Pour Britney* (et Nelly Arcan), qui revenait sur ce que toutes nous devons aux hyperféminités du début du siècle.

Affronter le réel
Ici, avec *Faire la peau*, son œuvre féministe se poursuit en s'efforçant de dire la vérité, d'affronter le réel en rompant avec « l'une des plus tenaces fictions [qui] tient tout entière dans ce mot, mère ». Son écriture est intense, mâtinée par un travail patient de l'art très contemporain de la parataxe pour illustrer ce qui se joue dans la réflexivité, dans l'écriture et le récit de soi : « Je parlerai de nous, en tant que nous

fûmes ensemble mère-fille prises dans ce lien furieux. Je dis que ce lien est le plus aliénant de tous les liens, qu'il est celui qu'une fille ne pourra jamais rompre, qu'il est celui avec lequel on tient les filles bien à leur place et que les mères ont leur rôle à jouer, dans le maintien de cette place. Je dis que les mères sont les gardes-chiourmes de l'ordre patriarcal. »

Se libérer de la matrifiliation
Alors que les effets de la rupture du tabou de l'inceste et des violences intrafamiliales commencent à se traduire dans le mouvement social et dans le contexte de la fascisation, la loi intégrale de criminalisation en

tête, Louise Chennevière contribue à mettre en mots ce que la matrifiliation peut faire, ce que s'en libérer exige. À travers les hésitations d'une rupture familiale, c'est aussi le passage à la trentaine qu'elle illustre en nous montrant à toutes ce qu'il en coûte de s'efforcer de se tenir, soi, séparée de celle qui donne naissance : « Je dis, les mères ne protègent pas leurs filles. [...] Qu'on ne s'en sortira pas comme ça, à renvoyer toujours la faute ailleurs [...] Je dis qu'il faut bien qu'on récupère un peu de liberté, quand même, qu'il faut bien dire qu'on a un peu le choix, sinon quoi ? »
Hafiza B. Kreje

la-breche.com

la librairie La Brèche

7, rue Taine, Paris 12^e

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

CPN Unir notre camp, construire la riposte

Réuni les 26 et 27 septembre, le conseil politique national du NPA-l'Anticapitaliste a discuté d'une situation marquée par l'accélération de la crise du capitalisme et la menace de l'extrême droite. Notre cap articule solidarité internationale, mobilisations et unité de la gauche de rupture.

Face à la fascisation et aux attaques sociales, notre organisation entend construire des ponts entre les luttes, défendre un projet écosocialiste et renforcer l'auto-organisation de notre camp.

Un internationalisme par en bas
La résolution internationale analyse une crise systémique : guerres, dérèglement climatique, tensions énergétiques et instabilité financière se renforcent mutuellement. Les rivalités impérialistes et la course aux armements aggravent cette situation, tandis que les classes dominantes se tournent vers des solutions autoritaires et racistes. Notre internationalisme, indépendant des États, se construit aux côtés des peuples en lutte. Le mois d'octobre pour « désarmer Israël » doit permettre de combattre les collaborations avec le régime génocidaire, notamment sur les lieux de travail. L'enjeu est de lier collectifs Palestine et syndicats, autour d'actions, de grèves et de blocages. Une motion spécifique a permis de réaffirmer notre soutien à la résistance ukrainienne contre l'invasion russe. La libération nationale se conjugue avec la défense des droits sociaux et démocratiques, face au gouvernement et aux oligarques. Le CPN défend l'annulation de la dette ukrainienne, la saisie des avoirs russes gelés et la réquisition des profits de l'industrie de l'armement. Cette solidarité participe de la lutte contre les extrêmes droites alliées de Poutine.

Contre l'austérité et la fascisation
Salaires et services publics, climat, violences policières, antiracisme : le CPN appelle à relier ces combats et à faire converger salariéEs du public et du privé. La bataille contre le budget Lecornu doit sortir du huis clos parlementaire : les besoins sociaux et écologiques doivent primer sur l'armée, la répression et les cadeaux aux grandes entreprises. Si le CPN s'est tenu avant l'explosion de la mobilisation lycéenne,

il appelait déjà à se saisir du 17 octobre pour élargir la mobilisation populaire. Face au danger d'une victoire du RN en 2027, le front antifasciste doit se construire localement et nationalement, et durer au-delà des élections. Le CPN fait de la manifestation du 24 octobre à Orléans, contre le congrès du RN, une échéance centrale. Il donne également une priorité nationale à la marche contre l'islamophobie du 22 novembre. Notre objectif dans la séquence électorale qui s'ouvre est une campagne pluraliste de la gauche de rupture autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le comité exécutif est mandaté pour poursuivre les discussions avec LFI, pour un accord annoncé, si possible, le 4 novembre. Cet accord doit garantir le pluralisme, une juste répartition des financements et notre indépendance politique et programmatique. Nous proposons la construction de comités unitaires,

qui associent organisations, syndicalistes, associatifs et militantEs divers.

Renforcer l'intervention féministe et la démocratie interne
Une résolution appelle à amplifier les mobilisations contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants à l'occasion du débat parlementaire sur la proposition de loi intégrale. Elle met au premier plan la prévention, l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité, l'autonomie matérielle, le logement et les moyens pour les services publics et les associations. Les désaccords apparus dans son élaboration seront approfondis lors d'un week-end féministe ouvert à toutes. Pour renforcer la démocratie interne, un processus est engagé pour proposer des résolutions plus accessibles, transmises plus tôt, pour permettre aux militantEs de mieux s'approprier les débats et les orientations. Enfin, la réunion nationale des comités (RNC), grand moment d'échanges transversaux, a été fixée aux 30 et 31 janvier 2027.
La rédaction

LES NÔTRES

Julie Marie Reibaldi

C'est avec une grande tristesse que nous vous informons du décès de notre camarade et amie Julie Marie Reibaldi, le samedi 3 octobre 2026, à 84 ans, animatrice du groupe Attac Strasbourg et militante active du collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » 67. Celles et ceux qui l'ont côtoyée garderont le souvenir d'une militante exigeante, profondément engagée et toujours fidèle à ses convictions.
Ses camarades et amiEs



Photo de sa dernière manifestation contre le permis de tuer, le 19 septembre 2026.

FRONT POPULAIRE « En 1934, le nouveau rapport de forces se forge dans la pratique commune »

Entretien avec notre camarade **Patrick Le Moal**, dont le nouveau livre, « *De l'unité antifasciste au Front populaire. Février 1934-mai 1936* », paraît en octobre 2026 aux éditions Syllepse. Il y retrace la séquence qui va de la réaction populaire unitaire à l'émeute du 6 février 1934 à la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, puis à la grève générale de juin.

Pourquoi avoir retenu la période de février 1934 à mai 1936 et l'être arrêté avant les grandes grèves ?

On néglige trop souvent l'étude des processus de maturation qui conduisent aux grands événements sociaux et politiques, alors que les conditions dans lesquelles ils naissent jouent un rôle majeur dans les bifurcations possibles. Nous ne pouvons nous contenter d'attendre le déclenchement de ces mouvements pour agir, car les modalités de construction du rapport de forces et de l'organisation des dominés sont importantes pour le développement et l'efficacité des luttes. Et c'est dans une phase de ce type que nous sommes aujourd'hui.

Tu montres que l'unité antifasciste naît surtout d'une puissante aspiration unitaire à la base. Comment s'est-elle construite ?

Elle est d'abord le produit de la réaction de masse à l'émeute du 6 février 1934 et au danger fasciste, un an après la prise du pouvoir par Hitler, ainsi que du besoin de se retrouver pour être fort ensemble. Elle se construit ensuite par l'appel de toutes les organisations à la grève et aux manifestations du 12 février. Près de 4 millions de grévistes, des manifestations unitaires dans 259 villes, peut-être un million de personnes dans la rue : l'unité a montré sa force.

Nous ne pouvons nous contenter d'attendre le déclenchement des mouvements de masse pour agir

Cette aspiration est soutenue par des courants au sein du PS et du PC, des intellectuels, des révolutionnaires, et des comités antifascistes se créent sous des formes diverses. Ils agissent contre toutes les apparitions et initiatives de l'extrême droite, alors que la division entre le PS, qui veut diriger seul, et le PC, qui le dénonce comme social-fasciste, continue.

Le passage du front unique des organisations ouvrières au Front populaire modifie-t-il la dynamique ?

La construction de l'unité, plus précisément des différentes formes d'unité, n'a pas été linéaire : elle a connu des inflexions, des modifications importantes.

À la première réaction, qui dure quatre mois, succède une seconde phase à partir du pacte d'unité d'action PS-PC, qui n'est pas un accord électoral. S'ouvre



Patrick Le Moal à l'université d'été du NPA 2024. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

alors une période d'un an durant laquelle les processus engagés s'amplifient et où se tiennent des rencontres, des meetings, des manifestations communes. C'est durant cette phase de front unique que le rapport de forces avec les fascistes et les nationalistes s'inverse : le camp populaire gagne en force, en confiance et devient hégémonique. À chaque occasion, il gagne. Cette modification met en échec un projet d'État fort, permet une première victoire électorale aux municipales de mai 1935 et produit l'unification syndicale.

La construction de l'unité n'a pas été linéaire

La réponse politique à cette montée des luttes est la mise en place du cadre qui donnera naissance au Front populaire : le Rassemblement populaire, avec la LDH, les syndicats, les associations antifascistes et surtout le Parti radical. Ce parti central de la bourgeoisie est au gouvernement quasiment sans discontinuer depuis 1902 et y mène, à ce moment-là, avec la droite, une politique austéritaire et répressive. Cette unité autour du drapeau tricolore relativise les structures de base du front unique, dont sont absents les radicaux, sans bloquer la dynamique unitaire engagée depuis février 1934.

Le Parti communiste passe de la dénonciation des socialistes comme « sociaux-fascistes » à l'alliance avec eux, puis avec les radicaux, tout en adoptant le patriotisme et la défense nationale.

Ce changement radical est le produit du tournant de l'Internationale communiste, dirigée par Staline. L'URSS commence à s'inquiéter du renforcement militaire allemand et cherche des alliances avec les pays européens, en particulier avec

la France. Elle signe en mai 1935 le pacte Laval-Staline et impulse dans tous les pays la politique des fronts populaires, fondée sur l'alliance des PC avec des secteurs des bourgeoisies nationales.

Que nous apprend cette séquence sur les rapports entre victoire électorale, gouvernement de gauche et mobilisation populaire ?

Le programme du Front populaire n'est pas un programme de rupture avec le capitalisme : tant le PS que le PC sont d'accord pour une occupation du pouvoir sans volonté de le conquérir pour changer la société. Ils négocient avec les radicaux un programme de relance économique avec quelques mesures sociales limitées. La fonction du Front populaire est d'offrir une réponse à la crise de la bourgeoisie dans le cadre de la société capitaliste.

La fonction du Front populaire est d'offrir une réponse à la crise de la bourgeoisie dans le cadre de la société capitaliste

La volonté des classes populaires engagées, puis des grévistes, est bien plus radicale. Ils et elles veulent que leurs conditions de vie et de travail changent réellement et créent un rapport de force qui impose les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives et les délégués du personnel.

Tu accordes une grande place aux courants révolutionnaires minoritaires et à la politique de front unique défendue par Trotsky. Quels enseignements en tirer aujourd'hui ?

Globalement, les analyses de ce courant étaient les plus justes sur le front unique et la démarche transitoire du programme d'action de la Ligue communiste de 1934.

Ce qui fait reculer les ligues fascistes et nationalistes, c'est la dynamique de front unique antifasciste

Quelles que soient les difficultés, notre boussole doit toujours être d'agir pour répondre aux besoins fondamentaux des exploités et des opprimés : animer des mouvements de masse ; être dans le mouvement réel, qui éduque à l'humilité et oblige à se remettre en cause ; chercher des réponses convaincantes qui, tout en restant dans un cadre stratégique révolutionnaire, soient en prise avec ce mouvement ; et démontrer notre utilité.

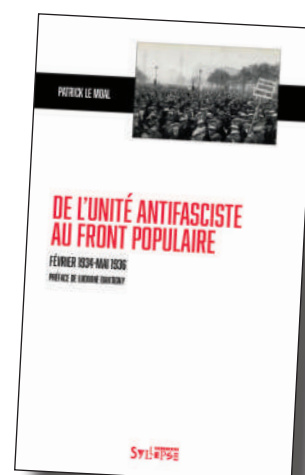
En 2024, la gauche s'est rassemblée sous le nom de « Nouveau Front populaire ». Tu mets en garde contre les comparaisons trop rapides avec les années 1930. Face à l'extrême droite, quels enseignements pouvons-nous tirer aujourd'hui de la séquence 1934-1936 ?

Ce qui fait reculer les ligues fascistes et nationalistes, c'est la dynamique de front unique antifasciste qui s'amplifie durant deux années d'actions unitaires politiques, de manifestations, de réunions publiques, de commémorations et, parfois, d'affrontements physiques. Ces actions ne se déroulent pas principalement dans les usines, sur les lieux de travail, ni dans les élections.

Les élections traduisent la modification du rapport de force, mais elles ne créent pas l'unification en profondeur.

Le nouveau rapport de forces se forge dans la pratique commune de centaines de milliers de militantEs dans la rue et dans les quartiers. Il se matérialise, au moins jusqu'à la fin de l'année 1935, dans l'existence de multiples collectifs unitaires. Les élections traduisent la modification du rapport de force et les victoires accélèrent à leur tour la confiance, mais elles ne créent pas l'unification en profondeur.

Propos recueillis par la rédaction



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)

[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org